

**IEOM WALLIS ET FUTUNA**

**BULLETIN TRIMESTRIEL**  
**n° 117 – 1<sup>er</sup> trimestre 2004**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

SYNTHESE.....	2
<b>1 L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE.....</b>	<b>4</b>
1.1 L'ENQUÊTE DE CONJONCTURE.....	4
1.2 LA DEMANDE DES MENAGES.....	4
<i>La consommation des ménages.....</i>	7
<i>La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....</i>	9
1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES.....	10
<i>L'emploi.....</i>	10
<i>Les salaires.....</i>	10
<i>Les prix.....</i>	11
<i>Le commerce extérieur.....</i>	12
<i>Suivi des recettes fiscales.....</i>	12
<i>L'énergie.....</i>	14
<i>Les échanges.....</i>	15
<i>Evolution des taux de change.....</i>	16
<b>2 L'ÉVOLUTION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE.....</b>	<b>17</b>
2.1 LES ACTIFS FINANCIERS.....	18
<i>Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I).....</i>	18
<i>L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....</i>	19
<i>Les actifs financiers par agent économique (Tableau III).....</i>	20
2.2 LES PASSIFS FINANCIERS.....	23
<i>Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....</i>	23
<i>Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....</i>	25
<i>L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V).....</i>	26
2.3 LA MASSE MONÉTAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES.....	27
<i>La masse monétaire (Tableau VI).....</i>	27
<i>Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....</i>	28
2.4 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII).....	29
2.5 RAPPEL DES TAUX.....	30
<i>Le taux d'intérêt légal.....</i>	30
<i>Les taux d'intervention de l'IEOM.....</i>	30
<i>Les taux du marché.....</i>	30
<i>Les taux de l'usure.....</i>	31
<b>3 LES MISSIONS DE L'IEOM.....</b>	<b>32</b>
3.1 L'ÉMISSION DES SIGNES MONÉTAIRES.....	33
3.2 LES OPÉRATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE.....	33

**SYNTHESE**

Compte tenu de la structure de son économie, entièrement dépendante des transferts publics et privés, le Territoire est resté insensible à la reprise économique enregistrée aux Etats-Unis (+4%, prévisions 2004) et dans la zone euro (+1,8%, prévisions 2004).

L'enquête de conjoncture, réalisée sur un échantillon malheureusement trop réduit d'entreprises, conclut à la stabilité de l'activité économique au dernier trimestre 2003 et anticipe une baisse de cette activité début 2004.

La stabilité de l'activité en 2003 est corroborée par les statistiques douanières qui montrent une stagnation des droits d'entrée touchant tous les produits importés. Encore faut-il souligner que cette stabilité globale n'a été obtenue que grâce à l'injection notable de crédits à la consommation par la banque locale (+20,6% en global sur 2004 avec une pointe à +75,4% pour les crédits destinés à l'achat de véhicules). L'investissement a été réduit, ainsi un seul projet privé notable, financé par des établissements bancaires extérieurs au Territoire, est à signaler. Les travaux publics se sont, pour leur part, élevés à 244 millions pour l'ensemble de l'exercice.

L'évolution des ventes d'électricité (-0,3% en rythme annuel) et de gazole (+2,9%) est cohérente et confirme cette analyse.

Malgré une forte concentration du commerce de gros tant au plan des produits alimentaires que des matériaux de construction et une appréciation des devises néo-zélandaise et australienne, l'inflation a été contenue en 2003 (+0,15% sur le dernier trimestre et +1,52% sur l'année).

Les dessertes aériennes et maritimes de Wallis et Futuna ont peu évolué. La fréquence des vols internationaux s'est légèrement réduite (-6,1%) alors que le nombre de passagers internationaux demeurait quasiment stable à 21 513 pour l'année (-1,9%). Le coût élevé des transports consécutif à l'éloignement du Territoire et à l'étroitesse du marché est resté pénalisant pour le développement économique.

La masse monétaire M3 a fortement progressé (+9,8%) sous l'effet de la croissance des dépôts (+7,2% sur un an) et de la circulation fiduciaire (+16,7%).

La forte croissance apparente de M3 n'a pas eu d'effet sur l'inflation notamment du fait du recyclage d'une partie de l'émission de monnaie à l'extérieur du Territoire, Nouvelle-Calédonie pour l'essentiel.

Il convient de noter que la faiblesse de l'investissement combiné avec une amélioration des délais de paiement de l'administration ont permis une reconstitution de la trésorerie des entreprises, hausse des dépôts (+51%) et baisse des crédits de trésorerie (-27%).

A l'inverse la situation des particuliers s'est dégradée, hausse des crédits à la consommation et baisse des dépôts (-16,9%), malgré la réduction de l'endettement en faveur de l'habitat. Cette situation risque de pénaliser la reprise de l'investissement immobilier.

Sous l'effet de ces phénomènes opposés, la position extérieure nette du système bancaire local s'est fortement améliorée (+16,5% sur un an).

En l'absence de réformes de fond, l'économie de Territoire devrait rester maussade en 2004 même si une amélioration peut être anticipée dans le secteur du BTP du fait des programmes publics et d'une reprise modeste des investissements immobiliers privés.

# 1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

## 1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le septième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête a porté sur le quatrième trimestre 2003 et sur les perspectives pour le premier trimestre 2004. Elle a été réalisée auprès de chefs d'entreprises des trois principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 51 entreprises et regroupe plus de la moitié des effectifs du secteur privé. Toutefois, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet donc pas, pour ce trimestre, d'établir une décomposition des résultats par secteur et ne fera donc que l'objet d'une analyse globale.

### Note méthodologique

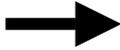
Les chefs d'entreprise sont interrogés sur l'évolution de caractéristiques économiques de leur établissement par rapport au trimestre précédent et par rapport au même trimestre de l'année précédente, et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 5). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique pour un secteur ou pour l'ensemble des secteurs.

Ainsi une valeur comprise entre 1 et 2,75 correspond à un recul, une valeur située entre 2,75 et 3,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 3,25 et 5 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisés sur les questions ouvertes.

<b>EXEMPLE</b>					
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Stocks	Effectifs
 amélioration	 allègement	 accroissement	 hausse	 déstockage	 embauches
 dégradation	 alourdissement	 dégradation	 baisse	 hausse	 licenciements

EVOLUTIONS					
Par rapport au trimestre précédent					
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Stocks	Effectifs
					

SITUATION			
Par rapport à l'année précédente			
Activité	Charges	Trésorerie	Effectifs
			

PREVISIONS					
Pour le 4 <sup>ème</sup> trimestre 2003					
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Stocks	Effectifs
					

La conjoncture au quatrième trimestre 2003 par rapport au troisième :

L'activité moyenne du quatrième trimestre est stable par rapport au précédent. Le secteur des biens d'équipement des ménages semble enregistrer une baisse de son activité, alors que le commerce de détail alimentaire et les transitaires constatent une hausse. La trésorerie et les prix de vente sont également restés stables par rapport au trimestre précédent. La période des fêtes de fin d'année a provoqué une augmentation des stocks. Parallèlement, l'alourdissement des charges intervient, bien que les entrepreneurs déclarent avoir diminué leurs effectifs.

Evolution de la conjoncture au quatrième trimestre 2003 par rapport au même trimestre 2002 :

La moyenne pondérée des réponses à l'enquête fait également apparaître la stabilité de l'activité en glissement annuel. Cependant, de manière contradictoire, les chefs d'entreprises déclarent avoir augmenté leurs effectifs.

Anticipations des chefs d'entreprises pour le premier trimestre 2004 :

La moyenne de l'échantillon table sur une baisse de l'activité au cours du premier trimestre. La stabilité de tous les autres indicateurs est envisagée et peu d'entrepreneurs envisagent d'investir dans les prochains mois.

Evolution du nombre d'entreprises

Le service des contributions diverses recense les entreprises grâce à leurs cotisations au registre des patentes. A la fin de l'année 2003, 363 unités étaient recensées, contre 362 trois mois auparavant, 14 fermetures ont été enregistrées au quatrième trimestre contre 15 ouvertures.

***Entreprises de Wallis et Futuna***

Secteurs	Fermetures	Créations	Nombre total d'entreprises au	Nombre total d'entreprises au
	4ème trimestre 2003	4ème trimestre 2003	30/09/03	31/12/03
Commerce	0	4	92	96
BTP	4	2	89	87
Hotellerie-restauration	0	0	25	25
Services	10	9	156	155
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>362</b>	<b>363</b>

Source : service des contributions diverses

## 1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

### La consommation des ménages

#### Le produit des taxes intérieures de consommation :

Le cumul des taxes intérieures de consommation perçues en 2003 a atteint 444,2 millions de XPF, soit une hausse de 5,9% par rapport à 2002. Cette progression est liée à la forte hausse des taxes sur les tabacs (+18,3%), les recettes sur les hydrocarbures et les alcools ont augmenté moins fortement (respectivement de +2,4% et +2,8%). La progression des taxes intérieures de consommation sur les tabacs s'explique en grande partie par la revalorisation des taxes en février dernier d'un montant forfaitaire correspondant à une hausse comprise entre 18% et 22%.

#### *Evolution des taxes intérieures de consommation*

<i>Données fiscales en millions de XPF</i>	Cumul au 31/12/2002	Cumul au 31/12/2003	Glissement annuel
Taxe intérieure de consommation - alcools	162,2	166,7	2,8%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	87,0	103	18,3%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	170,3	174,5	2,4%
<b>TOTAL</b>	<b>419,6</b>	<b>444,2</b>	<b>5,9%</b>

Source : service des Douanes et affaires maritimes

#### Les crédits à la consommation :

L'encours des crédits à la consommation s'élevait à 1 071,9 millions de XPF à la fin du quatrième trimestre 2003, en augmentation de 4,7% par rapport au 30 septembre et de 20,6% en glissement annuel.

L'encours des prêts personnels non affectés a, de nouveau, fortement progressé pour s'établir à 236,5 millions de XPF au 31 décembre, soit une hausse de 16,6% sur trois mois et de 34,8% sur un an. Le montant des prêts affectés a continué de s'accroître (+1,8% sur trois mois et +17,1% sur un an) sous l'impulsion des prêts pour l'achat de véhicules dont l'étalement est passé de 3 à 4 ans et dont l'encours s'est accru de 9% au niveau trimestriel et de plus de 75% en glissement annuel.

#### *Encours des crédits à la consommation (en milliers de XPF)*

	31/12/2002	30/09/2003	31/12/2003	Variation sur trois mois	Variation sur un an
<b>prêts personnels (non affectés)</b>	<b>175 360</b>	<b>202 872</b>	<b>236 454</b>	<b>16,6%</b>	<b>34,8%</b>
véhicules	292 031	469 903	512 338	9,0%	75,4%
<i>véhicules neufs</i>	<i>276 651</i>	<i>441 492</i>	<i>483 250</i>	9,5%	74,7%
<i>véhicules occasion</i>	<i>15 380</i>	<i>28 411</i>	<i>29 088</i>	2,4%	89,1%
appareils ménagers	416 683	346 726	319 587	-7,8%	-23,3%
divers	4 692	4 091	3 494	-14,6%	-25,5%
<b>sous total prêts affectés</b>	<b>713 406</b>	<b>820 720</b>	<b>835 419</b>	<b>1,8%</b>	<b>17,1%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>888 766</b>	<b>1 023 592</b>	<b>1 071 873</b>	<b>4,7%</b>	<b>20,6%</b>

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Au cours du quatrième trimestre 2003, le nombre d'immatriculations de véhicules automobiles neufs a régressé (-4,5%) à 63, contre 66 au troisième trimestre. Les ventes de deux roues affichent un net recul (-19,4%) par rapport au troisième trimestre 2003, 25 immatriculations étaient recensées fin décembre contre 31 fin septembre.

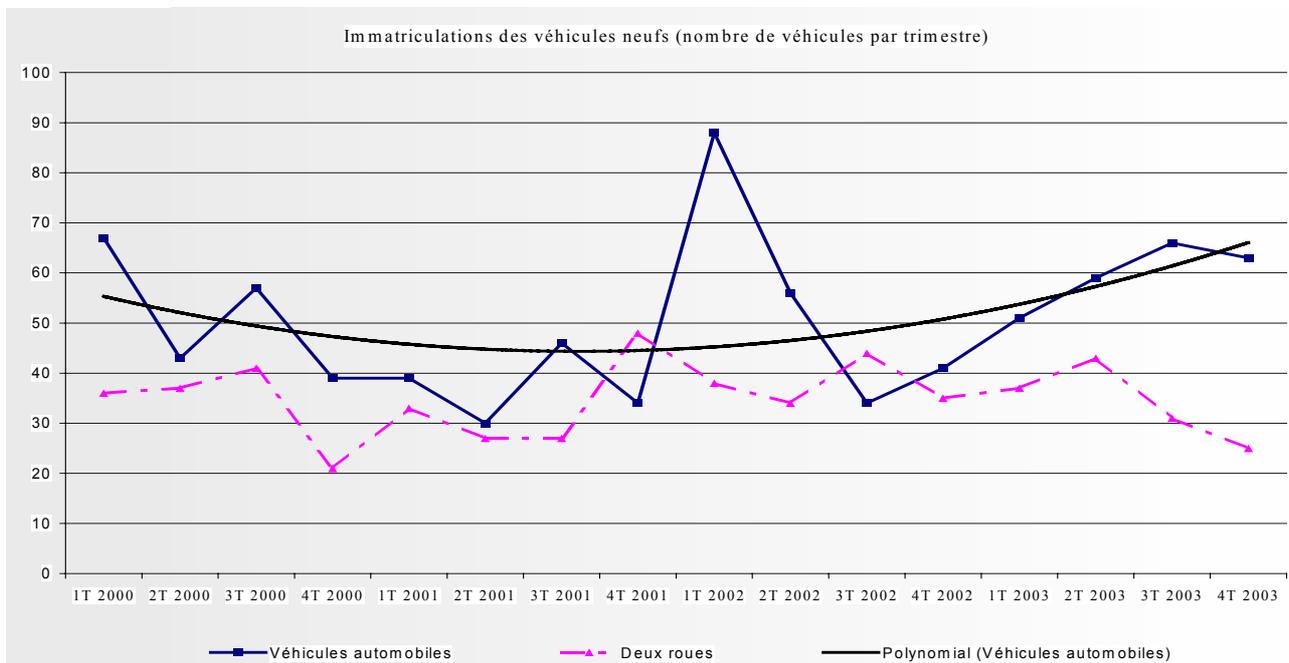
En cumul annuel, les immatriculations de véhicules automobiles sont en hausse par rapport à 2002 (+9,1%) et les immatriculations de deux roues ont diminué (-9,9%). Ces variations relatives doivent être fortement nuancées en raison de la faible taille du marché.

*Immatriculations de véhicules neufs*

	Cumul au 31 décembre 2002	Cumul au 31 décembre 2003	3ème trimestre 2003	4ème trimestre 2003	variation / cumul décembre n-1	variation / trimestre précédent
<b>Véhicules automobiles (1)</b>	<b>219</b>	<b>239</b>	<b>66</b>	<b>63</b>	<b>9,1%</b>	<b>-4,5%</b>
<i>Wallis</i>	<i>174</i>	<i>198</i>	<i>56</i>	<i>47</i>	<b>13,8%</b>	<b>-16,1%</b>
<i>Futuna</i>	<i>45</i>	<i>41</i>	<i>10</i>	<i>16</i>	<b>-8,9%</b>	<b>60,0%</b>
<b>Deux roues</b>	<b>151</b>	<b>136</b>	<b>31</b>	<b>25</b>	<b>-9,9%</b>	<b>-19,4%</b>
<i>Wallis</i>	<i>70</i>	<i>75</i>	<i>20</i>	<i>12</i>	<b>7,1%</b>	<b>-40,0%</b>
<i>Futuna</i>	<i>81</i>	<i>61</i>	<i>11</i>	<i>13</i>	<b>-24,7%</b>	<b>18,2%</b>

Source : service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

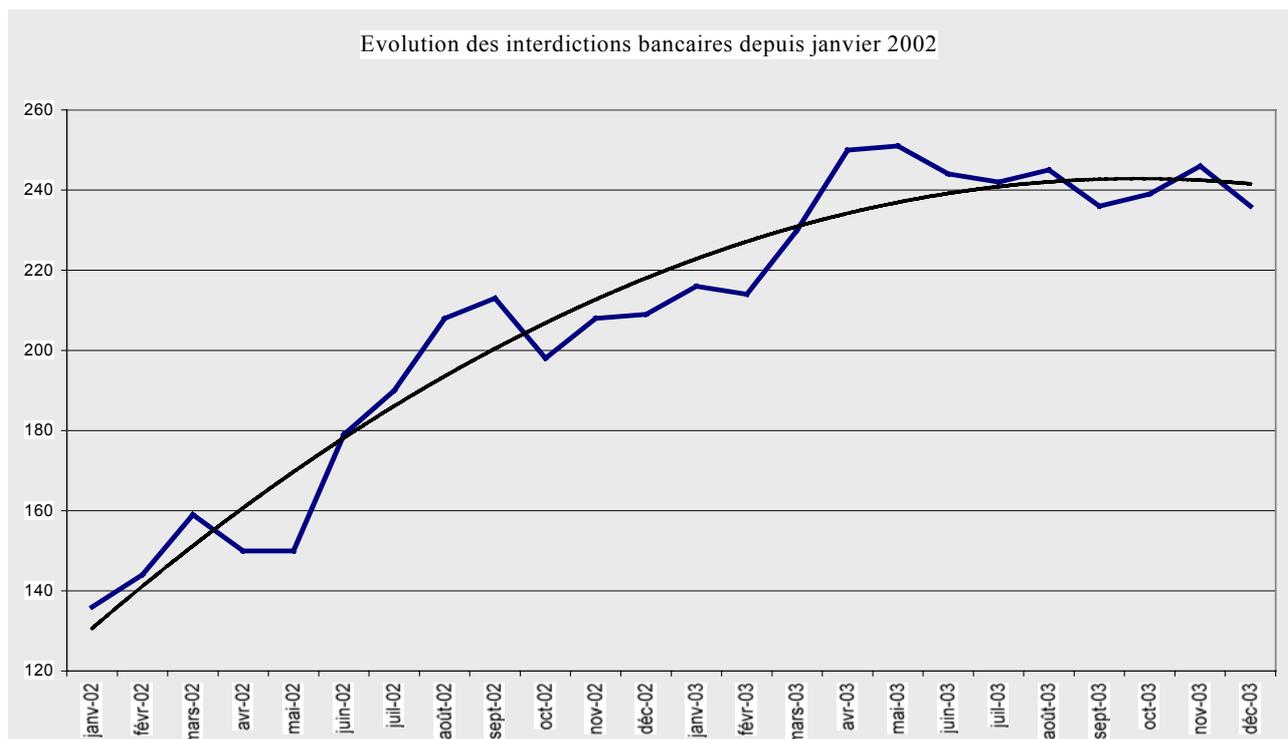


## La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

A la fin du quatrième trimestre 2003, 236 personnes physiques étaient en interdiction bancaire sur le Territoire. La progression du nombre d'interdits bancaires, très forte en 2002 et début 2003 (+45,6 % en glissement annuel au 31 décembre 2002 et +45,7 % au 31 mars 2003) s'est nettement réduite au cours des trois derniers trimestres. Stable par rapport au trimestre précédent, et en faible baisse par rapport au second trimestre (-3,3%), les interdits bancaires augmentent de 12,9% en glissement annuel au 31 décembre 2003.

### *Nombre de personnes physiques frappées d'interdiction bancaire*

Date	Au	Au	Au	Au	Variation		
	30/12/02	30/06/03	30/09/03	31/12/03	m-3	m-6	m-12
Nombre	209	244	236	236	0,0%	-3,3%	12,9%



## 1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

### L'emploi

Les données sur l'emploi local sont établies sur la base du nombre de personnes cotisant à la Caisse Locale de Retraites. Ces statistiques ne concernent donc pas les fonctionnaires métropolitains dont le nombre atteignait 343 à la fin de l'année 2002<sup>1</sup>.

A la fin de l'année 2002, le nombre de salariés déclarés s'élevait à 1 781, soit une baisse de 3% par rapport au 30 septembre 2002 et de 5% en glissement annuel. Le secteur privé est apparu une nouvelle fois comme le plus touché avec un recul de 4% sur un trimestre et de 13% sur un an. Les branches les plus concernées ont été le BTP (-38% sur un an) et les services (-11% sur un an). Les effectifs du secteur public sont restés stables en 2002.

La part des secteurs public et semi-public (hors fonctionnaires métropolitains) dans l'emploi a ainsi progressé de 64,8% à 67,5%.

*Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la Caisse Locale des Retraites*

	déc-01	juin-02	sept-02	déc-02	VARIATION m-3	VARIATION m-12
<b>Secteur privé</b>	<b>662</b>	<b>634</b>	<b>599</b>	<b>578</b>	<b>-4%</b>	<b>-13%</b>
<i>dont :</i>						
Industrie/Artisanat	99	89	93	95	2%	-4%
BTP	180	154	138	112	-19%	-38%
Commerce	162	185	167	156	-7%	-4%
Services	191	172	166	170	2%	-11%
Employés de maison	30	34	35	45	29%	50%
<b>Secteur semi-public*</b>	<b>178</b>	<b>182</b>	<b>179</b>	<b>161</b>	<b>-10%</b>	<b>-10%</b>
<b>Secteur public</b>	<b>1 042</b>	<b>1 051</b>	<b>1 058</b>	<b>1 042</b>	<b>-2%</b>	<b>0%</b>
<b>Total</b>	<b>1 882</b>	<b>1 867</b>	<b>1 836</b>	<b>1 781</b>	<b>-3%</b>	<b>-5%</b>

Source : CLR-CCPF (estimations au 31/12/02).

\* Secteur regroupant des organismes publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique) RFO, l'AFD...

### Les salaires

Le SMIG n'a pas été modifié au quatrième trimestre 2003. La dernière revalorisation (5%) remonte au 1<sup>er</sup> juillet 2002. Depuis cette date, le SMIG mensuel atteint 70 061 XPF.

Le barème des agents permanents de l'administration territoriale n'a pas évolué depuis la revalorisation de 1,5% intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2003. En raison des revalorisations successives intervenues depuis juillet 2002, la progression du barème s'établit au 31 décembre 2003 à 3,54%. Le salaire minimum de l'administration territoriale qui correspond à l'indice 250, s'élève à 99 699 XPF depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

<sup>1</sup> Dernières données disponibles

## Les prix

D'après le service territorial de la statistique et des études économiques, les prix ont augmenté de 0,15% au cours du quatrième trimestre 2003. Cette faible hausse s'explique par la conjugaison de l'accroissement des produits alimentaires (+0,49%), des services (+2,27%) et de la baisse des produits manufacturés (-0,72%). Les prix avaient augmenté de 0,52% au troisième trimestre et de 0,34% au second trimestre.

La hausse des produits alimentaires au quatrième trimestre est liée à celle de deux principales composantes de cette catégorie : "charcuterie, volaille, conserves de viande" (+1,63%) et "œufs" (+1,62%). La forte hausse des prix des services résulte essentiellement de l'évolution de la composante « transports » (+5,01%). Le recul du prix des produits manufacturés est la conséquence de la chute du prix des « savon de ménage et produits d'entretien » (-21,54%), combinée à la plus légère hausse des « vêtements de dessus masculins » (+5,94%) et de « l'électricité-quincaillerie » (+5,84%).

En glissement annuel, la progression de l'indice des prix à la consommation s'établit à 1,52%, contre 1,76% au trimestre précédent. Les produits alimentaires ont, pour leur part, progressé de 1,82% sur douze mois contre 4,3% au 31 décembre 2002.

### *Evolution de l'indice des prix à la consommation*

	<i>4ème trimestre 2002</i>	<i>3ème trim 2003</i>	<i>4ème trimestre 2003</i>	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Indice global (IPC)</b>	<b>124,06</b>	<b>125,76</b>	<b>125,95</b>	0,15%	1,52%
Indice des produits alimentaires	114,85	116,37	116,94	0,49%	1,82%
Indice des produits manufacturés	132,73	134,23	133,26	-0,72%	0,40%
Indice des services	132,85	136,35	139,44	2,27%	4,96%

*base 100 : 3ème trimestre 1989*

*Source : STSEE*

## Le commerce extérieur

Au 31 décembre 2003, le cumul des droits de douane et taxes à l'entrée s'est accru de 5% par rapport au troisième trimestre 2002, pour s'établir à 944,7 millions de XPF. Cette évolution résulte de la combinaison d'une forte hausse des recettes de droits de douane (+24,4%) qui atteignent 226,7 millions de XPF et d'une stabilisation des recettes de taxes à l'entrée qui s'élèvent à 718 millions de XPF (contre 717,9 millions en 2002).

L'inertie des taxes à l'entrée, qui touchent tous les produits importés, montre que la valeur globale des importations est restée stable.

La hausse des recettes de droits de douane s'explique par une évolution de la provenance des importations. En effet, n'acquittent ces droits que les pays hors zone euro et TOM, la part des importations en provenance des pays tiers s'accroît donc, au détriment des importations issues des pays de la zone euro.

### *Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée*

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	<i>Cumul au 31/12/2002</i>	<i>Cumul au 31/12/2003</i>	<i>Variations</i>
Droits de douane (1)	182,2	226,7	24,4%
Taxes d'entrée (2)	717,9	718,0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>900,1</b>	<b>944,7</b>	<b>5,0%</b>

(1) Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

(2) Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

## Suivi des recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont établies en 2003 à 1,8 milliards de XPF soit 0,7% de plus que la prévision annuelle effectuée au budget primitif de 2003.

### *Evolution budgétaire des recettes fiscales (en millions de XPF)*

	Recettes	prévues au budget primitif 2003	réalisées au 31/12/03	% réalisateur	
<b>Recettes douanières</b>	Droits de douane	220	227	103%	
	Taxes d'entrée	720	718	100%	
	Taxes intérieures de consommations (TIC)	alcools	180	167	93%
		tabacs	100	103	103%
		hydrocarbures	180	175	97%
Autres	10	9	90%		
<b>Taxes diverses</b>	Immatriculations de véhicules	5	6	120%	
	Affaires maritimes	70	78	111%	
<b>Fonctionnement des services</b>	Ventes des tabacs, hors TIC	245	245	100%	
	Taxes d' Environnement	5	5	100%	
<b>Total Taxes et droits indirects</b>		<b>1 735</b>	<b>1 733</b>	<b>100%</b>	
<b>Impôts directs</b>		<b>87</b>	<b>101</b>	<b>116%</b>	
<b>Total des Recettes</b>		<b>1 822</b>	<b>1 834</b>	<b>101%</b>	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

**L'énergie****L'énergie électrique**

La production d'électricité au quatrième trimestre 2003 est en baisse de 4,3% par rapport au trimestre précédent mais elle progresse de 3,3% en cumul annuel.

Au 31 décembre, les ventes d'électricité enregistrent une hausse de 1,9% par rapport au troisième trimestre 2003, et une légère diminution de 0,3% sur 12 mois par rapport à 2002.

*Evolution de la production et de la distribution d'électricité*

	Cumul au 31 décembre 2002	Cumul au 31 décembre 2003	3ème trim 2003	4ème trim 2003	Variation / Cumul décembre n-1	Variation / trimestre précédent
<b>Production globale (milliers de kWh)</b>	<b>17 998</b>	<b>18 587</b>	<b>4579</b>	<b>4778</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,3%</b>
Wallis	14 909	15 510	3842	3965	4,0%	3,2%
Futuna	3 089	3 077	737	813	-0,4%	10,3%
<b>Ventes totales (milliers de kWh)</b>	<b>14 764</b>	<b>14 723</b>	<b>3 741</b>	<b>3 811</b>	<b>-0,3%</b>	<b>1,9%</b>
Wallis	12158	12 057	3 072	3 123	-0,8%	1,7%
Futuna	2606	2 666	669	688	2,3%	2,8%
<b>Abonnés</b>	<b>3 471</b>	<b>3 562</b>	<b>3 549</b>	<b>3 562</b>	<b>2,6%</b>	<b>0,4%</b>
Wallis	2389	2458	2 458	2 458	2,9%	0,0%
Futuna	1082	1104	1 091	1 104	2,0%	1,2%

Source : EEFW

Les tarifs de l'électricité ont enregistré une progression de 0,6% quelles que soient les tranches au quatrième trimestre. Le prix moyen du kWh est de 55,8 XPF pour la basse tension et de 43,6 XPF pour la moyenne tension. Par rapport au quatrième trimestre 2002, la hausse des tarifs s'élève à 3,7%.

*Evolution de la tarification de l'énergie électrique (prix du kWh en XPF)*

	4ème trim 2002	3ème trim 2003	4ème trim 2003	4ème trim 2003 / 3ème trim 2003	4ème trim 2003 / 4ème trim 2002
<b>Basse tension</b>					
Petits utilisateurs	53,82	55,45	55,80	0,6%	3,7%
1ère tranche	67,28	69,31	69,75	0,6%	3,7%
2ème tranche	53,82	55,45	55,80	0,6%	3,7%
3ème tranche	40,37	41,59	41,85	0,6%	3,7%
<b>Prix moyen</b>	<b>53,82</b>	<b>55,45</b>	<b>55,80</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Moyenne tension</b>					
1ère tranche	50,46	51,98	52,31	0,6%	3,7%
2ème tranche	33,64	34,66	34,88	0,6%	3,7%
<b>Prix moyen</b>	<b>42,05</b>	<b>43,32</b>	<b>43,60</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,7%</b>

Source : EEFW

Les hydrocarbures

Au 31 décembre, les ventes d'essence sont en baisse, tant au niveau trimestriel (-0,6%) qu'en cumul annuel par rapport à 2002 (-7,9%). A la fin du quatrième trimestre 2003, les ventes de gazole ont diminué par rapport au troisième trimestre 2003 (-1,2%) mais sont en hausse en cumul annuel par rapport à 2002 (+2,8%).

La consommation de pétrole Jet A1 augmente fortement au quatrième trimestre (+40,8%) par rapport au troisième trimestre mais elle diminue de 37,4% par rapport à 2002. Ce pétrole sert exclusivement au ravitaillement en carburant des avions. La cherté du coût des carburants à Wallis incite la compagnie aérienne à s'approvisionner en dehors du Territoire.

*Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)*

	Cumul au 31 décembre 2002	Cumul au 31 décembre 2003	3ème trimestre 2003	4ème trimestre 2003	Variation / Cumul décembre n-1	Variation / trimestre précédant
<b>Essence</b>						
Wallis	2 457,0	2 310,2	589,0	602,4	-6,0%	2,3%
Futuna	504,0	415,6	102,0	84,8	-17,5%	-16,9%
<b>Total</b>	<b>2 961,0</b>	<b>2 725,8</b>	<b>691,0</b>	<b>687,2</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>Gas-oil</b>						
Wallis	5 288,8	5 543,9	1 440,0	1 421,5	4,8%	-1,3%
Futuna	1 301,0	1 232,1	284,0	282,2	-5,3%	-0,6%
<b>Total</b>	<b>6 589,8</b>	<b>6 776,0</b>	<b>1 724,0</b>	<b>1 703,7</b>	<b>2,8%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>Pétrole Jet A1</b>						
Wallis	1 312,7	818,3	173,0	244,9	-37,7%	41,6%
Futuna	8,6	10,6	2,8	2,6	23,6%	-8,5%
<b>Total</b>	<b>1 323,7</b>	<b>828,9</b>	<b>175,8</b>	<b>247,5</b>	<b>-37,4%</b>	<b>40,8%</b>
<b>Gaz butane (Total)</b>	<b>247,2</b>	<b>247,0</b>	<b>62,7</b>	<b>65,8</b>	<b>-0,1%</b>	<b>4,9%</b>

Source : SWAFEPP

Les tarifs des principaux hydrocarbures n'ont pas évolué au quatrième trimestre. Ils ne font traditionnellement l'objet de modification qu'en février et en septembre de chaque année.

En revanche, le prix du gaz a évolué le 1<sup>er</sup> octobre 2003. Le prix de vente au litre est passé de 299,2 XPF à 304,2 XPF à Wallis, soit une hausse de 1,7% sur le trimestre. A Futuna, le prix de vente s'est accru de 1,4% pour atteindre 396 XPF le litre. La dernière hausse des tarifs du gaz remontait au 9 avril 2002.

*Evolution des tarifs des principaux hydrocarbures (prix du litre en XPF)*

	31/12/2002	30/09/2003	31/12/2003	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Essence	117,5	130,8	130,8	0,0%	11,3%
Gazole	104,6	117,5	117,5	0,0%	12,3%
Pétrole Jet A1	104,6	115,6	115,6	0,0%	10,5%

Source : SWAFEPP

## Les échanges

### Le trafic aérien

#### Trafic international

Au cours de l'année 2003, le trafic aérien international, en nombre de vols, est en baisse par rapport à la même période de l'exercice 2002 (-6,1%), 248 vols internationaux ont été recensés. Parallèlement, le nombre de passagers diminue légèrement (-1,9%).

Le volume de fret régresse également par rapport à 2002 (-2,6%), il atteint 121,6 tonnes à la fin du dernier trimestre.

#### Trafic inter-îles

En 2003, 1196 vols ont relié Wallis et Futuna, ce chiffre est en légère baisse par rapport à 2002 (-2,8%). Le nombre de passagers diminue aussi (-4,5%).

Il est enfin à noter que la diminution du fret postal extérieur de 5,5% a été influencée par un mouvement social au service des postes du 5 mars au 15 mai 2003.

#### *Evolution du trafic aérien commercial*

	cumul annuel 2002	cumul annuel 2003	Variation 2003 / 2002
<b>Nombre de vols</b>	<b>1 494</b>	<b>1 444</b>	<b>-3,3%</b>
- Extérieur	264	248	-6,1%
- Intérieur	1 230	1 196	-2,8%
<b>Passagers</b>	<b>34 854</b>	<b>33 868</b>	<b>-2,8%</b>
- Extérieur	21 922	21 513	-1,9%
- Intérieur	12 932	12 355	-4,5%
<b>Fret (tonnes)</b>	<b>140,2</b>	<b>139,5</b>	<b>-0,5%</b>
- Extérieur	124,9	121,6	-2,6%
- Intérieur	15,3	17,9	17,0%
<b>Poste (tonnes)</b>	<b>59,9</b>	<b>56,9</b>	<b>-5,0%</b>
- Extérieur	51,1	48,3	-5,5%
- Intérieur	8,8	8,6	-2,3%

Source : Aviation civile

#### Tarifs aériens intérieurs :

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2003, il existe deux catégories de prix pour les vols intérieurs Wallis-Futuna. Les « résidents » conservent l'ancien prix fixé à 8 900 XPF par passager alors que les « non-résidents » doivent payer 11 900 XPF pour un aller simple.

Cette augmentation tarifaire a été décidée par l'Assemblée Territoriale et validée par arrêté préfectoral, afin de réduire le déficit d'exploitation de la liaison.

### Le trafic maritime

Au quatrième trimestre 2003, le Territoire a été ravitaillé par 9 navires porte-conteneurs (contre 8 au troisième trimestre), et 3 pétroliers (contre 4 au troisième trimestre).

Au total, l'année 2003 aura connu 47 touchées de navires de commerces, contre 44 en 2002.

#### *Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis*

	Cumul en 2002	Cumul en 2003	3ème trimestre 2003	4ème trimestre 2003	Variation 2003/2002
Porte - conteneurs	30	31	8	9	3%
Pétroliers	11	12	4	3	9%
Butaniers	3	4	1	1	33%
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>47</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>7%</b>

Source : service des Douanes et affaires maritimes

### Evolution des taux de change

La répartition des importations sur le territoire s'établit à 43% pour la zone euro, 13 % pour la Nouvelle-Zélande, 24% pour l'Australie, le reste étant réparti entre de nombreux pays. Seules les variations des monnaies néo-zélandaises et australiennes ont une influence sur les prix à Wallis et Futuna. Celles-ci se sont respectivement appréciées de 3,8% et de 10,43% sur un an.

en XPF	Au			Variations	
	31/12/2002	30/09/2003	31/12/2003	m-3	m-12
100 JPY	95,93	92,65	88,36	-4,63%	-7,89%
USD	113,79	102,41	94,48	-7,75%	-16,97%
AUD	64,31	69,78	71,02	1,78%	10,43%
NZD	59,74	61,08	62,01	1,53%	3,80%
SGD	65,57	59,30	55,63	-6,18%	-15,16%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe – indique donc une appréciation de Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

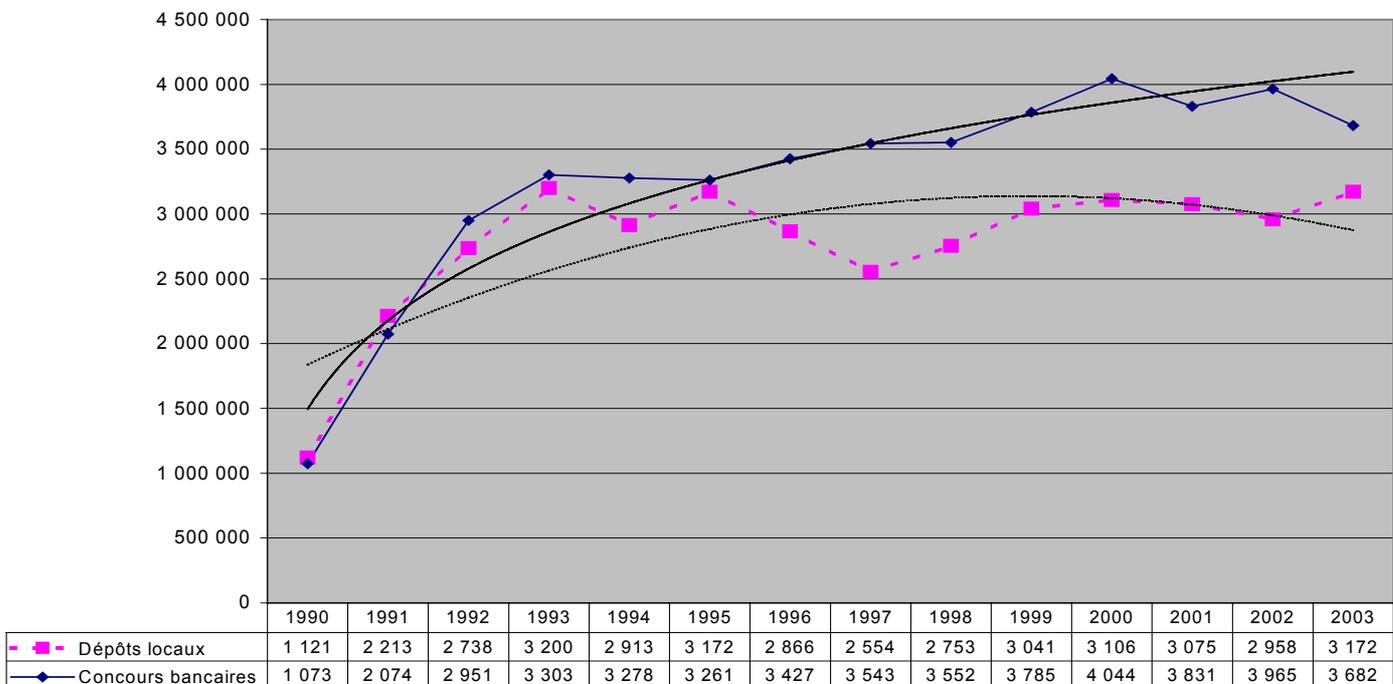
## 2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des déclarations des établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public, pour les crédits, la seule banque locale. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par des établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

### Vue générale au 31 décembre 2003

- ◆ Les **dépôts** collectés et gérés localement s'élèvent à 3 172 millions de XPF, ils progressent en rythme annuel (+7,2%) et trimestriel (+4%).
- ◆ Le **total des crédits** diminue au cours du quatrième trimestre 2003 (-5,8%) pour s'établir à 3 681 millions de XPF essentiellement du fait du recul des crédits à court et moyen terme distribués par la banque locale. L'évolution annuelle est négative à -7,4%.
- ◆ La **masse monétaire (M3)** est quasiment stable sur le dernier trimestre à 4 297 millions de XPF (+0,1%). En glissement annuel, elle s'accroît de 5,6% en raison de l'augmentation des dépôts (+7,2%) et surtout d'une forte progression de la circulation fiduciaire (+17,8% sur un an).

**Evolution des principales données monétaires en millions de XPF**



nota : Le graphique ci-dessus concerne pour les crédits les concours bancaires locaux et hors zone d'émission. Les dépôts locaux cumulent la banque locale et le Trésor public.

## **2.1 LES ACTIFS FINANCIERS**

Il faut rappeler que l'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une défection de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion de comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts dans le Territoire.

### **Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)**

La tendance de l'évolution des dépôts s'est inversée pendant le dernier trimestre de l'année. La décroissance observée depuis 2000 a fait place à une croissance assez nette (+7,2% sur un an). L'encours des dépôts (3 172 millions de XPF) dépasse le niveau atteint au 31 décembre 2000 (3 107 millions de XPF).

#### Dépôts à vue

La progression des dépôts à vue est restée très forte durant le dernier trimestre de l'année (+8,3%), ce qui porte l'augmentation annuelle à +22,5%. Cette forte progression peut s'expliquer par la faiblesse des taux d'intérêts pratiqués pour les dépôts d'épargne.

La part des dépôts à vue dans l'ensemble des dépôts augmente de 55% fin 2002 à 62,8% fin 2003. A titre de comparaison, les dépôts à vue ne représentent que 35% des dépôts collectés en métropole.

#### Comptes sur livrets

Les comptes sur livrets, uniquement des livrets ordinaires collectés par la banque locale, atteignent 334 millions de XPF, en baisse de 3,2% par rapport à septembre 2003 mais en progression sensible (+9,5%) en glissement annuel.

#### Dépôts à terme

Les dépôts à terme restent orientés à la baisse (-2,3% sur le trimestre et -17,6% sur un an). En effet, dans un contexte de baisse des taux d'intérêts créditeurs et en l'absence d'agressivité des acteurs bancaires locaux sur le marché de la collecte de l'épargne, la clientèle s'est naturellement réorientée vers les placements les plus liquides : comptes sur livrets et dépôts à vue.

TABLEAU I  
**Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte**

en millions de XPF	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 626</b>	<b>1 820</b>	<b>1 840</b>	<b>1 992</b>	<b>22,5%</b>	<b>9,4%</b>	<b>8,3%</b>
dont banque locale	1 191	1 287	1 333	1 579	32,6%	22,7%	18,5%
dont Trésor Public	436	533	507	413	- 5,2%	-22,5%	-18,6%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>305</b>	<b>319</b>	<b>346</b>	<b>334</b>	<b>9,5%</b>	<b>4,7%</b>	<b>- 3,2%</b>
dont banque locale	305	319	346	334	9,5%	4,7%	- 3,2%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>1 026</b>	<b>913</b>	<b>866</b>	<b>846</b>	<b>-17,6%</b>	<b>- 7,3%</b>	<b>- 2,3%</b>
Dépôts à terme	1 020	903	861	841	-17,5%	- 6,9%	- 2,3%
Bons de caisse	6	9	5	5	-21,0%	-47,2%	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	n.s.	n.s.	n.s.
dont banque locale	920	843	723	711	-22,7%	-15,7%	- 1,7%
dont Trésor Public	106	69	139	134	26,1%	93,4%	- 3,4%
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>2 958</b>	<b>3 052</b>	<b>3 051</b>	<b>3 172</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,0%</b>
dont banque locale	2 416	2 450	2 401	2 624	8,6%	7,1%	9,3%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>2 958</b>	<b>3 052</b>	<b>3 051</b>	<b>3 172</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,0%</b>
dont banque locale	2 416	2 450	2 401	2 624	8,6%	7,1%	9,3%

## **L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II)**

L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures à la zone d'émission (HZE)<sup>1</sup> régresse sensiblement (-7,8%) au cours du quatrième trimestre 2003. L'encours s'établit à 503 millions au 31 décembre 2003 contre 546 millions au 30 septembre 2003. La progression annuelle s'établit à 14,4%. Il faut cependant rester extrêmement prudent dans l'interprétation de ces données qui n'incluent pas l'épargne collectée par les compagnies d'assurances et par les établissements non représentés sur le Territoire.

### Les placements liquides ou à court terme

Les placements liquides et à court terme (OPCVM monétaires uniquement) totalisent un montant de 112 millions de XPF au 31 décembre 2003, soit une progression de plus de 83% sur les douze derniers mois. Ils enregistrent cependant un tassement au cours du quatrième trimestre (-28,6%).

### Les placements d'épargne à long terme

Les placements d'épargne à long terme sont principalement représentés par les OPCVM non monétaires et par les obligations. Le montant de ces placements atteint 391 millions de XPF au 31 décembre 2003, en hausse de 0,6% par rapport au troisième trimestre 2003 et de 3,3% par rapport à l'année précédente.

<sup>1</sup> HZE : Hors Zone d'Emission

TABLEAU II  
**Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)**

en millions de XPF	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>61</b>	<b>167</b>	<b>157</b>	<b>112</b>	<b>83,7%</b>	<b>-32,9%</b>	<b>-28,6%</b>
OPCVM monétaires	61	167	157	112	83,7%	-32,9%	-28,6%
dont banques locales	61	167	157	112	83,7%	-32,9%	-28,6%
dont Trésor Public	—	—	—	—	—	—	—
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>379</b>	<b>386</b>	<b>389</b>	<b>391</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,6%</b>
Actions	15	16	16	18	17,7%	10,4%	10,4%
Obligations	189	200	200	161	-14,7%	-19,4%	-19,4%
OPCVM non monétaires	175	170	173	213	21,4%	25,0%	22,8%
Assurances-vie	—	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>440</b>	<b>553</b>	<b>546</b>	<b>503</b>	<b>14,4%</b>	<b>- 9,0%</b>	<b>- 7,8%</b>

### **Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)**

#### Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

L'augmentation globale des dépôts est la résultante de variations divergentes suivant la catégorie d'agents économiques concernée.

Ainsi, les dépôts des sociétés non financières progressent très fortement (+73,9%) sur un an. Cette évolution tendrait à montrer que la trésorerie des entreprises a été reconstituée malgré une conjoncture économique morose.

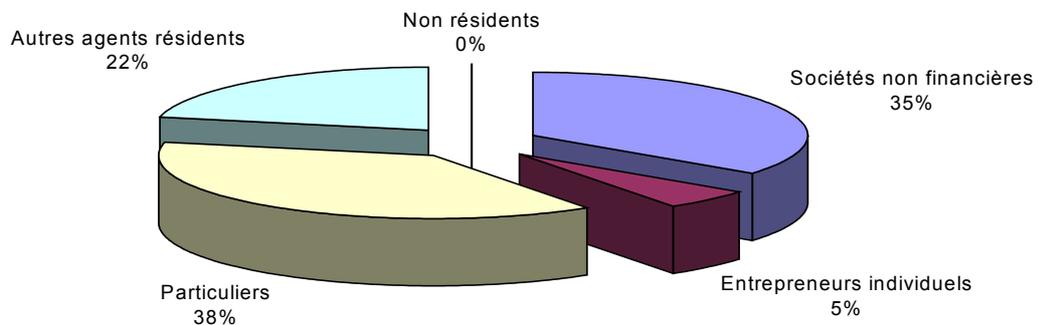
A l'inverse, les dépôts locaux des particuliers régressent sensiblement sur 12 mois (-16,9%). Les particuliers ne représentent que 38 % des dépôts collectés localement contre 77 % en métropole. Cet écart considérable, même s'il doit être interprété avec prudence, montre que la capacité d'épargne des ménages wallisiens et futuniens est très faible. Les dépôts des particuliers s'élèvent en effet à moins de 80 000 XPF par habitant.

Les dépôts des autres agents résidents (CLR, Agence de santé, enseignement catholique...) progressent très légèrement (+0,8%) avec des dépôts à vue s'élevant à 138 millions de XPF (+26,9%) et des dépôts à terme à 547 millions de XPF (-4,1%).

TABLEAU III  
**Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte**  
**Répartition par agent économique**

en millions de XPF	31/12/2002		31/12/2003		variations en %
	m-12	%	m	%	m/m-12
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 626</b>		<b>1 992</b>		<b>22,5%</b>
Sociétés non financières	540	33%	984	49%	82,2%
Entrepreneurs individuels	163	10%	155	8%	- 4,7%
Particuliers	813	50%	711	36%	-12,6%
Autres agents résidents	109	7%	138	7%	26,9%
Non résidents	1	n.s.	4	n.s.	n.s.
<b>Autres dépôts</b>	<b>1 332</b>		<b>1 180</b>		<b>-11,4%</b>
Sociétés non financières	105	8%	138	12%	31,0%
Entrepreneurs individuels	35	3%	14	1%	-59,7%
Particuliers	621	47%	481	41%	-22,6%
Autres agents résidents	571	43%	547	46%	- 4,1%
Non résidents	-	n.s.	-	n.s.	n.s.
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)</b>	<b>2 958</b>		<b>3 172</b>		<b>7,2%</b>
Sociétés non financières	645	22%	1 121	35%	73,9%
Entrepreneurs individuels	198	7%	169	5%	-14,5%
Particuliers	1 434	48%	1 191	38%	-16,9%
Autres agents résidents	680	23%	686	22%	0,8%
Non résidents	1	n.s.	4	n.s.	n.s.
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>2 958</b>	<b>100%</b>	<b>3 172</b>	<b>100%</b>	<b>7,2%</b>

**répartition des dépôts gérés localement**



### Épargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures

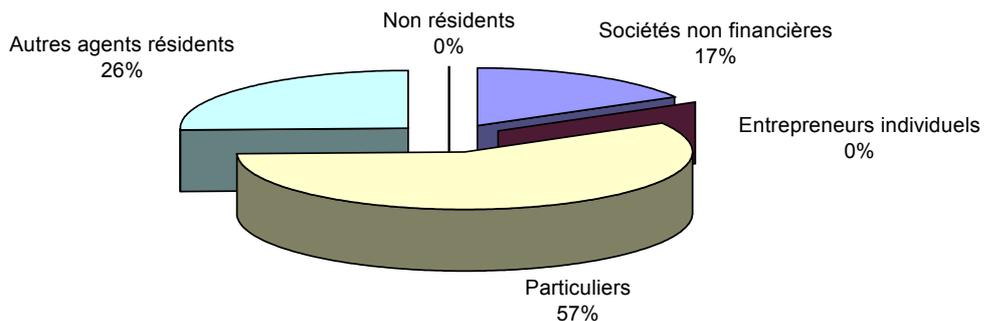
Les dépôts collectés localement et gérés par les institutions extérieures des sociétés financières passent de 27 à 84 millions de XPF mais demeurent faibles en part relative (17% des dépôts HZE). Les avoirs des particuliers restent largement dominant (58 % des dépôts HZE). Ils sont en hausse de (+14,6%) sur douze mois. Leur part relative reste quasiment stable à 58% contre 57% un an plus tôt.

L'évolution des dépôts hors zone des autres agents économiques est difficile à analyser du fait d'imprécisions dans les répartitions fournies par les établissements de la place.

#### **Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures** ***Répartition par agent économique***

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2002		31/12/2003		<i>variations en %</i>
	<i>m-12</i>	<i>%</i>	<i>m</i>	<i>%</i>	<i>m/m-12</i>
<b>TOTAL</b>	<b>441</b>		<b>503</b>		<b>14,1%</b>
Sociétés non financières	27	6%	84	17%	211,1%
Entrepreneurs individuels	–	n.s.	–	n.s.	–
Particuliers	253	57%	290	58%	14,6%
Autres agents résidents	161	37%	129	26%	-19,9%
Non résidents	–	n.s.	–	n.s.	–

#### **répartition des dépôts gérés par des institutions extérieures**



## **2.2 LES PASSIFS FINANCIERS**

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés situés dans et hors de la zone d'émission.

Au 31 décembre 2003, le montant total des passifs financiers (zone d'émission + hors zone d'émission) s'établit à 3.682 millions XPF, en décroissance par rapport au trimestre précédent (-5,8%) et par rapport à fin 2002 (-7,1%). Cette évolution négative est principalement le fait des concours hors zone d'émission dont l'encours diminue ainsi que celui de la banque locale qui régresse après avoir fortement progressé en début d'exercice.

### **Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV)**

A la fin du quatrième trimestre 2003, le volume brut des concours accordés par l'établissement de crédit de la place s'élève à 1 494 millions de XPF, en baisse de 7,7% par rapport au trimestre précédent et de 1,2% en glissement annuel du fait de la régression des crédits à l'équipement et des comptes ordinaires débiteurs notamment.

Les concours locaux restent essentiellement orientés en faveur des particuliers qui bénéficient de plus de 78% des crédits accordés. Les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) ne recueillent que 21,5% de l'encours des crédits. A titre de comparaison, les entreprises métropolitaines cumulent 53% de l'encours des crédits bancaires au secteur privé. La faiblesse des crédits distribués aux entreprises témoigne de la pauvreté de l'appareil productif et commercial local.

Au cours du quatrième trimestre, les crédits de trésorerie diminuent par rapport à septembre 2003 (-5,8%) mais augmentent en rythme annuel (13,9%) pour s'établir à 1 181 millions de XPF. Ces évolutions résultent de la forte croissance des crédits aux particuliers sur un an (+20,6%) et de la baisse importante des crédits de trésorerie aux entreprises par rapport à septembre 2003 (-57,8%) qui régressent de 229 à 108 millions de XPF, ce qui conforte l'idée d'une amélioration de la trésorerie des entreprises.

Les crédits à l'équipement se contractent à 28 millions de XPF au 31 décembre 2003, en très forte baisse par rapport au trimestre précédent (-49,4%) mais surtout par rapport à 2002 (-85,6%). Il faut rappeler que ces crédits, très ciblés sur quelques opérations, ont connu une forte poussée au cours du premier trimestre 2002 et une plus légère au quatrième trimestre 2002.

Les crédits à l'habitat représentent moins de 0,4% de l'encours (5 millions). Le statut coutumier de la propriété foncière ne permet pas l'apport de garanties suffisantes pour ce type de crédits.

Les comptes ordinaires débiteurs sont en baisse (-7,6% sur un an). Seuls ceux des sociétés non financières croissent sur un an (+ 10,4%).

Les créances douteuses nettes déclarées par la banque locale restent faibles, elles ne représentent que 2,1% de l'encours par le fait que cet établissement est peu engagé dans des crédits à long et moyen terme aux entreprises.

TABLEAU IV  
**Concours de caractère bancaire**  
*(Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission)*

	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	variations en pourcentage		
<i>en millions de XPF</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	2	-	-	-	-100,0%	-
Sociétés non financières	-	2	-	-	-	-100,0%	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>1 036</b>	<b>1 112</b>	<b>1 253</b>	<b>1 181</b>	<b>13,9%</b>	<b>6,2%</b>	<b>- 5,8%</b>
Sociétés non financières	131	215	209	88	-32,5%	-58,9%	-57,7%
Entrepreneurs individuels	16	19	20	20	26,5%	6,5%	1,2%
Particuliers	889	878	1 024	1 072	20,6%	22,1%	4,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>193</b>	<b>180</b>	<b>55</b>	<b>28</b>	<b>-85,6%</b>	<b>-84,6%</b>	<b>-49,5%</b>
Sociétés non financières	180	170	45	19	-89,6%	-88,9%	-58,2%
Entrepreneurs individuels	13	10	10	9	-30,9%	-10,1%	-10,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-16,6%</b>	<b>-16,6%</b>	<b>0,1%</b>
Particuliers	6	6	5	5	-16,6%	-16,6%	0,1%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>200</b>	<b>272</b>	<b>223</b>	<b>185</b>	<b>- 7,7%</b>	<b>-32,1%</b>	<b>-17,2%</b>
Sociétés non financières	144	236	189	159	10,4%	-32,7%	-15,9%
Entrepreneurs individuels	22	11	13	3	-85,3%	-70,6%	-75,2%
Particuliers	34	25	21	23	-33,7%	- 9,9%	7,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	n.s.	n.s.	n.s.
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>32</b>	<b>31,4%</b>	<b>37,1%</b>	<b>43,3%</b>
Sociétés non financières	9	9	9	9	0,9%	0,9%	0,9%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	1	n.s.	n.s.	n.s.
Particuliers	15	14	13	21	43,0%	53,2%	65,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 459</b>	<b>1 595</b>	<b>1 558</b>	<b>1 430</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>-10,4%</b>	<b>- 8,2%</b>
Sociétés non financières	464	632	453	275	-40,7%	-56,5%	-39,2%
Entrepreneurs individuels	51	40	42	33	-34,4%	-16,3%	-20,3%
Particuliers	944	923	1 063	1 121	18,7%	21,4%	5,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-	n.s.	n.s.	n.s.
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>53</b>	<b>58</b>	<b>61</b>	<b>64</b>	<b>21,5%</b>	<b>11,0%</b>	<b>5,5%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 512</b>	<b>1 653</b>	<b>1 619</b>	<b>1 494</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 9,6%</b>	<b>- 7,7%</b>

## Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V)

La reconstitution du potentiel d'engagement du fond de garantie à l'habitat (FGH) intervenu dans le dernier trimestre 2003 n'a pas encore permis une inversion de la tendance à la baisse observée depuis un an. L'encours des crédits à l'habitat a continué à s'effriter au cours du quatrième trimestre 2003 (- 10,3%) pour s'établir à 1 420 millions de XPF (compte non tenu des créances douteuses). Globalement l'encours des crédits hors zone a diminué de 10,8% sur un an à 2 188 millions de XPF.

Les établissements hors zone, notamment l'AFD, restent cependant dominant sur le marché du crédit à Wallis et Futuna. Ces établissements représentent en effet 59,4% des crédits distribués sur le Territoire.

TABLEAU V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission)*

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>486</b>	<b>461</b>	<b>460</b>	<b>395</b>	<b>-18,6%</b>	<b>-14,2%</b>	<b>-14,1%</b>
Sociétés non financières	136	158	157	129	- 5,2%	-18,4%	-17,9%
Entrepreneurs individuels	37	30	27	26	-29,8%	-12,2%	- 2,5%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	312	273	276	240	-23,0%	-12,0%	-13,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 582</b>	<b>1 500</b>	<b>1 455</b>	<b>1 420</b>	<b>-10,3%</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>- 2,4%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	1 582	1 500	1 455	1 420	-10,3%	- 5,4%	- 2,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>385</b>	<b>380</b>	<b>374</b>	<b>373</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>	<b>- 0,4%</b>
Sociétés non financières	77	21	21	22	n.s.	n.s.	5,4%
Entrepreneurs individuels	60	69	60	59	- 1,0%	-14,9%	- 1,5%
Particuliers	249	290	293	291	n.s.	n.s.	- 0,6%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>2 453</b>	<b>2 341</b>	<b>2 289</b>	<b>2 188</b>	<b>-10,8%</b>	<b>- 6,6%</b>	<b>- 4,4%</b>
Sociétés non financières	213	179	178	151	-29,1%	-15,7%	-15,2%
Entrepreneurs individuels	97	99	87	85	-12,1%	-14,1%	- 1,8%
Particuliers	1 831	1 790	1 748	1 711	- 6,5%	- 4,4%	- 2,1%
Autres agents résidents	312	273	276	240	-23,0%	-12,0%	-13,1%
<b>Provisions non ventilées</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>2 453</b>	<b>2 341</b>	<b>2 289</b>	<b>2 188</b>	<b>-10,8%</b>	<b>- 6,6%</b>	<b>- 4,4%</b>

**L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V)**

Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les crédits distribués par les établissements locaux et par les établissements hors zone avaient suivi une évolution inverse. Au quatrième trimestre les concours octroyés par les deux catégories d'établissement se sont orientés à la baisse. Les encours globaux ont ainsi chutés de -5,8% sur 3 mois et de -7,1% sur un an.

Ce sont les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) ainsi que les autres agents résidents (Territoire essentiellement) qui affichent les plus fortes baisses, respectivement de -57%, -19,8% et -22,9% sur un an.

Les particuliers, grâce à la forte hausse des crédits locaux à la consommation, conservent un volume de crédit en légère hausse annuelle (+2,1%).

TABLEAU IV + V  
**Concours de caractère bancaire**  
(toutes zones d'émission confondues)

	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	variations en pourcentage		
<i>en millions de XPF</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	2	-	-	-	-100,0%	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	1 036	1 112	1 253	1 181	13,9%	6,2%	- 5,8%
Sociétés non financières	131	215	209	88	-32,5%	-58,8%	-57,8%
Entrepreneurs individuels	16	19	20	20	26,5%	5,1%	2,2%
Particuliers	889	878	1 024	1 072	20,6%	22,1%	4,7%
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	679	641	515	423	-37,6%	-34,0%	-17,8%
Sociétés non financières	316	328	202	148	-53,2%	-54,9%	-27,0%
Entrepreneurs individuels	50	40	37	35	-30,0%	-12,2%	- 3,5%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents & non résidents	312	273	276	240	-23,0%	-12,0%	-13,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	1 588	1 506	1 460	1 425	-10,3%	- 5,4%	- 2,4%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	1 588	1 506	1 460	1 425	-10,3%	- 5,4%	- 2,4%
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	200	273	223	185	- 7,5%	-32,1%	-17,2%
Sociétés non financières	144	236	189	159	10,4%	-32,7%	-16,1%
Entrepreneurs individuels	22	11	13	3	-85,3%	-71,5%	-74,2%
Particuliers	34	25	21	23	-33,7%	- 9,9%	5,3%
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	0	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	409	403	396	404	n.s.	n.s.	2,0%
Sociétés non financières	86	30	30	31	n.s.	n.s.	4,4%
Entrepreneurs individuels	60	70	60	60	n.s.	n.s.	0,1%
Particuliers	264	304	306	313	n.s.	n.s.	2,1%
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	3 912	3 936	3 848	3 617	- 7,5%	- 8,1%	- 6,0%
Sociétés non financières	677	811	631	426	-37,1%	-47,4%	-32,5%
Entrepreneurs individuels	148	140	129	119	-19,8%	-15,3%	- 7,8%
Particuliers	2 775	2 712	2 812	2 832	2,1%	4,4%	0,7%
Autres agents résidents & non résidents	312	273	276	241	-22,9%	-11,9%	-12,9%
<b>Provisions non ventilées</b>	53	58	61	64	21,5%	11,8%	5,2%
<b>TOTAL BRUT</b>	3 965	3 994	3 909	3 682	- 7,1%	- 7,8%	- 5,8%

## 2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

### La masse monétaire (tableau VI)

La masse monétaire (M3) progresse sensiblement (+9,8%) et s'établit à 4 470 millions de XPF au 31 décembre 2003.

L'agrégat M1 s'élève à 3 289 millions de XPF. Il progresse de 6,7% au cours du dernier trimestre et de 20,1% sur un an. Cette progression est due à la forte croissance de l'ensemble des composants de M1. La circulation fiduciaire augmente ainsi de 4,7% au quatrième trimestre et de 16,6% sur douze mois. Les dépôts à vue sont également en forte expansion (+8,2% sur trois mois et +22,5% sur un an). Il convient de souligner que la circulation fiduciaire représente 29% de M3, contre moins de 5% en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie. Cependant en raison de la faiblesse du tissu bancaire local, il est vraisemblable qu'une fraction seulement de cette circulation fiduciaire reste effectivement à l'intérieur de Wallis et Futuna. Une partie des espèces est sans doute dépensée en Nouvelle-Calédonie par les voyageurs wallisiens et futuniens.

L'agrégat M2-M1 progresse sur un an (+9,7 %) à 335 millions. En l'absence de comptes épargne-logement, cet agrégat ne regroupe que les comptes sur livrets.

L'agrégat M3-M2 baisse fortement en glissement annuel (-17,6%) et au cours du dernier trimestre (-2,3%). Cet agrégat est essentiellement constitué par les dépôts à terme (841 millions de XPF).

TABLEAU VI

<b>COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA</b>							
	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	30/12/2003	variations en pourcentage		
	Montants (millions de XPF)						
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>M1</b>							
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>1 112</b>	<b>1 200</b>	<b>1 240</b>	<b>1 297</b>	<b>16,6%</b>	<b>8,1%</b>	<b>4,6%</b>
- Billets	1 112	1 200	1 240	1 298	16,7%	8,2%	4,7%
- Pièces	- 0	- 0	- 0	- 1	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 626</b>	<b>1 820</b>	<b>1 841</b>	<b>1 992</b>	<b>22,5%</b>	<b>9,5%</b>	<b>8,2%</b>
- Banque(s)	1 191	1 287	1 334	1 578	32,5%	22,6%	18,3%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	436	533	507	414	- 5,0%	-22,3%	-18,4%
<b>Total M1</b>	<b>2 738</b>	<b>3 020</b>	<b>3 081</b>	<b>3 289</b>	<b>20,1%</b>	<b>8,9%</b>	<b>6,7%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>305</b>	<b>319</b>	<b>346</b>	<b>335</b>	<b>9,7%</b>	<b>4,9%</b>	<b>- 3,0%</b>
Comptes sur livrets	305	319	346	335	9,7%	4,9%	- 3,0%
Comptes d'épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M2</b>	<b>3 044</b>	<b>3 339</b>	<b>3 426</b>	<b>3 624</b>	<b>19,1%</b>	<b>8,5%</b>	<b>5,8%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>1 027</b>	<b>913</b>	<b>866</b>	<b>846</b>	<b>-17,6%</b>	<b>- 7,3%</b>	<b>- 2,3%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>1 020</b>	<b>904</b>	<b>861</b>	<b>841</b>	<b>-17,6%</b>	<b>- 6,9%</b>	<b>- 2,3%</b>
- Banques	914	834	723	707	-22,6%	-15,3%	- 2,1%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	106	69	139	134	26,0%	93,3%	- 3,4%
Bons	6	9	5	5	-21,0%	-47,2%	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M3</b>	<b>4 070</b>	<b>4 252</b>	<b>4 293</b>	<b>4 470</b>	<b>9,8%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,1%</b>

**Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII)**

Sous l'effet conjugué de la hausse des dépôts et de la baisse des encours de crédits, la position extérieure nette du système bancaire local augmente fortement durant le dernier trimestre 2003 (+35,5%). En rythme annuel, la hausse reste forte (+16,5%).

TABLEAU VII

<b>CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA</b>							
	31/12/2002	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003			
	<i>Montants (millions de XPF)</i>				<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>3 419</b>	<b>3 612</b>	<b>3 396</b>	<b>3 911</b>	<b>14,4%</b>	<b>8,3%</b>	<b>15,2%</b>
- Institut d'émission	1 625	1 907	1 799	1 816	11,8%	- 4,8%	0,9%
- Etablissements de crédit locaux (*)	1 794	1 705	1 597	2 095	16,8%	22,9%	31,2%
<b>Créances sur le Trésor public</b>	<b>471</b>	<b>501</b>	<b>557</b>	<b>487</b>	<b>3,4%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>-12,6%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>180</b>	<b>139</b>	<b>340</b>	<b>72</b>	<b>ns</b>	<b>-48,1%</b>	<b>-78,8%</b>
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 512	1 653	1 620	1 493	- 1,3%	- 9,7%	- 7,8%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 332	1 514	1 280	1 421	6,7%	- 6,1%	11,0%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	732	640	586	704	- 3,9%	9,9%	20,1%
- Provisions sur créances douteuses	53	58	61	64	21,5%	11,0%	5,5%
- Engagements hors zone d'émission (*)	202	205	228	240	18,8%	17,1%	5,3%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	345	611	405	413	19,7%	-32,4%	2,0%
<b>Total</b>	<b>4 070</b>	<b>4 252</b>	<b>4 293</b>	<b>4 470</b>	<b>9,8%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,1%</b>
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	1 592	1 500	1 369	1 855	16,5%	23,7%	35,5%
Position extérieure nette corrigée des avoirs du Trésor public	2 063	2 001	1 926	2 342	13,5%	17,0%	21,6%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

## **2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX** **(TABLEAU VIII)**

Le tableau emplois/ressources de l'établissement local met en évidence la hausse de sa position extérieure nette (+16,5%) sur un an qui atteint 55% des emplois. Celle-ci s'explique par l'augmentation des dépôts soulignée précédemment et par la légère baisse des crédits distribués (-1,2%).

Les ressources se composent majoritairement des dépôts collectés auprès de la clientèle (77% du passif). Le montant total des ressources s'élève, au 31 décembre 2003, à 3 371 millions de XPF, soit une hausse de 5,3 % en glissement sur un an.

TABLEAU VIII

<b>FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2002</b>				
<i>en millions de XPF</i>				
<b>Emplois</b>			<b>Ressources</b>	
	montant	%	montant	%
Crédits bruts	1 512	48%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 328 73%
Réserves obligatoires	70	2%	Financement sur ressources propres *	786 25%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	60 2%
(-) position extérieure nette des EC	1 592	50%	Réesc compte	- 0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 174</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 174 100%</b>

<b>FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2003</b>				
<b>Emplois</b>			<b>Ressources</b>	
	montant	%	montant	%
Crédits bruts	1 651	52%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 402 76%
Réserves obligatoires	29	1%	Financement sur ressources propres *	698 22%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	80 3%
(-) position extérieure nette des EC	1 500	47%	Réesc compte	- 0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 180</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 180 100%</b>

<b>FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2003</b>				
<b>Emplois</b>			<b>Ressources</b>	
	montant	%	montant	%
Crédits bruts	1 493	44%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 586 77%
Réserves obligatoires	23	0,7%	Financement sur ressources propres *	768 23%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	16 0%
(-) position extérieure nette des EC	1 854	55%	Réesc compte	- 0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 371</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 371 100%</b>

(\*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

## 2.5 RAPPEL DES TAUX

### Le taux d'intérêt légal

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret n° 2003-201 du 10-03-2003, le taux d'intérêt légal pour l'année 2003 a été fixé à 3,29%.

En %	1994	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taux d'intérêt légal	8.4	3.87	3.36	3.47	2.74	4.26	4.26	3.29

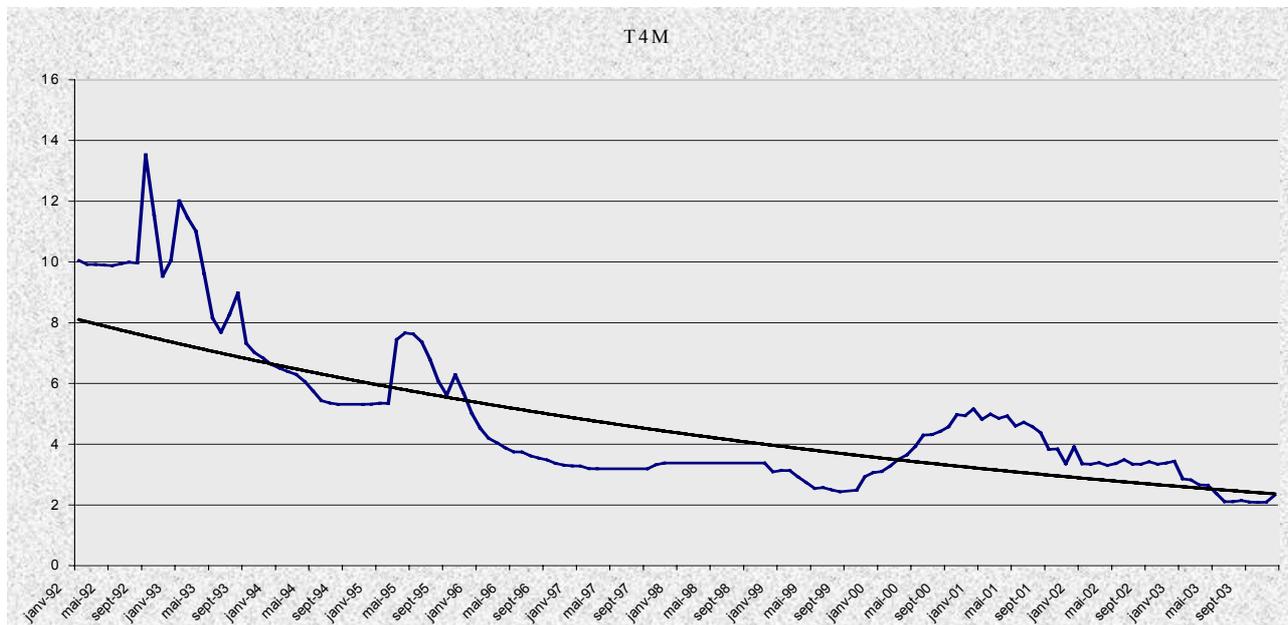
### Les taux d'intervention de l'IEOM au 1<sup>er</sup> janvier 2004

	<i>date d'effet</i>	<i>taux</i>	<i>taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte</i>
taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/01/2004	1,50%	4,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,70% à 7,15% (Taux SGFGAS depuis le 01/02/04)
taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

### Les taux du marché

#### Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60% depuis le 15 octobre 2001. Le taux de référence de la banque locale demeure inchangé depuis mars 1996 à 8,90%.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire

TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EONIA: Euro OverNight Index Average

Les taux d'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

TAUX DE L'USURE au 01/01/2004				
Crédits aux particuliers		seuil de l'usure	Crédits aux entreprises	
<b>Prêts immobiliers</b>				
Prêts à taux fixe	6,77%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,33%
Prêts à taux variable	6,11%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	6,33%
Prêts relais	7,04%			
<b>Autres prêts</b>				
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	20,85%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,48%
Découverts en comptes, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF		16,52%	Découverts en comptes (commission de plus fort découvert exclue)	10,85%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF		9,60%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	8,67%

### ***3. Les Missions de l'IEOM***

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

**L'émission des signes monétaires** : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP<sup>(1)</sup> (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1<sup>er</sup> janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1.000 XPF = 8,38 Euros). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 XPF et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 XPF.

**Les opérations de compensation interbancaire** : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

**Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions<sup>(2)</sup>, de crédits à taux réduits.

**Les services rendus à la communauté bancaire** (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

---

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

**L'émission des signes monétaires**

Le montant total des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna au 31 décembre 2003 est de 1 396,4 millions de XPF, encaisse des banques comprise. Le total des billets en circulation à fin décembre 2003 représente 1 397,6 millions de XPF avec une circulation des pièces encore négative de 1 244 milliers de XPF. Cette dernière résulte du fait que le nombre de pièces récupérées et annulées est plus important que le nombre de pièces émises.

<i>en milliers de XPF</i>	31-oct-03	30-nov-03	31-déc-03
Billets	1 394 616	1 372 131	1 397 615
Pièces	-221	-1 019	-1 244
<b>Total</b>	<b>1 394 395</b>	<b>1 371 112</b>	<b>1 396 371</b>

**Les opérations de compensation interbancaire**

Le tableau ci-après indique le nombre de valeurs et les montants traités entre le trésor et la banque locale au 31 décembre 2003. Le nombre de chèques augmente de manière significative (+6%) alors que leurs montants diminuent (-3,1%). Par ailleurs, le nombre de virements baisse (-3,5%) ainsi que leurs montants traités (-8,9%).

<b>Périodes</b>	<b>du 01/01/2002 au 31/12/2002</b>	<b>du 01/01/2003 au 31/12/2003</b>	<b>Variations en %</b>
<b>Nb chèques</b>	32 828	34 797	6,0%
<b>Montant</b>	2 861 011 055	2 773 056 381	-3,1%
<b>Nb virements</b>	38 716	37 369	-3,5%
<b>Montant</b>	5 491 078 010	5 001 564 470	-8,9%
<b>Total opérations</b>	71 544	72 166	0,9%
<b>Montant Total</b>	8 352 089 065	7 774 620 851	-6,9%

Publication gratuite : 50 tirages

---

**Directeur de publication :**

M. Thierry CORNAILLE

**Responsable de la rédaction :**

M. Richard LAMBERT

---

**Editeur:**

IEOM - Etablissement Public  
BP G5 Mata'Utu  
98600 UVEA  
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : [ieomwf@wallis.co.nc](mailto:ieomwf@wallis.co.nc)

**Achévé d'imprimé le 19/02/2004**